



Commune de  
Saint-Bonnet-de-Rochefort (03)

# Révision de la Carte Communale

00

## AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIEES



St-Bonnet  
de Rochefort

Référence : 51511

Carte Communale :

Approbation le : ...

Co-approbation le : ...

**Commission départementale de préservation des espaces naturels,  
agricoles et forestiers  
du 15/01/2026**

**1 - Dossier**

Date de saisine de la CDPENAF : 22/12/2025

Commune de : Saint-Bonnet-de-Rochefort

Nature du document d'urbanisme : Révision carte communale

Avancement de la procédure : Dossier arrêté

**2 – Motif de consultation**

**Consultation facultative :**

- Pour l'examen du projet de carte communale au regard de la consommation d'espace (autosaisine de la CDPENAF car commune située dans un SCoT approuvé)

**3 - Avis de la commission**

Vote sur la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers :

☒ Favorable

☐ Défavorable

Fait à Yzeure, le 15 janvier 2026

La Présidente

**Véronique DELMAS**

Directrice Départementale  
Adjointe des territoires

89b5 / 2026

## **ARRÊTÉ**

**Accordant à la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort la possibilité de fixer, via sa carte communale, des règles d'implantation vis-à-vis de l'axe de l'autoroute A71 différentes de celles prévues à l'article L111-6 du code de l'urbanisme**

**Le préfet de l'Allier  
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

**Vu** le code de l'urbanisme ;

**Vu** le projet de carte communale arrêté par la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort le 15 décembre 2025 ;

**Vu** le document 1b annexé au rapport de présentation du projet de carte communale de Saint-Bonnet-de-Rochefort intitulé « Étude de dérogation à la loi Barnier (article L.111-9 du Code de l'Urbanisme) » ;

**Vu** le procès verbal et le vote de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) du 15 janvier 2026 ;

**Considérant** que le zonage de la carte communale, arrêté le 15 décembre 2025, présente une zone constructible ZCe, réservée au projet EMILI (exploitation de mica lithinifère par Imerys) et localisée pour partie à moins de 100 mètres à l'ouest de l'axe de l'autoroute A71 ;

**Considérant** que l'article L111-6 du code de l'urbanisme prévoit qu'*« en dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation. »* ;

**Considérant** par ailleurs l'article L111-9 du code de l'urbanisme qui prévoit que *« dans les communes dotées d'une carte communale, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent peut, avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État et après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages. »* ;

**Considérant** que la commission départementale de la nature, des paysages et des sites s'est prononcée favorablement quant à l'établissement de la zone constructible ZCe à moins de cent mètres de l'axe de l'autoroute 71, permettant les aménagements suivants :

- un embranchement ferré qui relirait à la voie ferrée Gannat-Montluçon un quai de chargement prévu sur la commune de Vicq ;
- une voirie d'accès au site du quai de chargement ;
- des merlons et stockages de terres excavées dans le cadre de l'insertion paysagère et du terrassement nécessaire à la réalisation du quai de chargement.

**Sur proposition de** monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Allier ;

## **ARRÊTE**


**Article 1<sup>er</sup>** : Les règles d'implantation différentes de celles prévues par l'article L. 111-6 du code de l'urbanisme présentées dans le projet de carte communale par la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort concernant la zone ZCe, prévue à proximité de l'axe de l'Autoroute A71, sont acceptées ;

**Article 2** : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le Maire de Saint-Bonnet-de-Rochefort et Monsieur le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché un mois en mairie et sera également publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

**Article 3** : La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Moulins, le **27 JAN. 2016**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
**Olivier MAUREL**





Moulins, le 19 janvier 2026

**PROCÈS VERBAL RÉCAPITULATIF  
DE LA SÉANCE DU 15 JANVIER 2026  
DE LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA NATURE,  
DES PAYSAGES ET DES SITES (CDNPS) DE L'ALLIER**

**Formation « Sites et Paysages »**

**Présidence : Monsieur le Secrétaire Général, Olivier MAUREL**

**Documents référencés :**

**Le rapport mentionné dans ce procès verbal est celui transmis par courriel à chaque membre de la CDNPS préalablement à la réunion.**

**Pièce jointe : diaporama présenté en séance**

Le jeudi 15 janvier 2026 à 14 heures, la formation « sites et paysages » de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS), s'est réunie à la préfecture de l'Allier, sous la présidence de M. Olivier MAUREL, secrétaire général de la préfecture de l'Allier, représentant M. le préfet de l'Allier.

**Étaient présents :**

**en qualité de membres de la CDNPS, formation spécialisée des sites et paysages :**

- Mme Delphine PICARD, Direction départementale des territoires - SAUDT accompagnée de M. Alexandre MICHEL, Bureau planification territoriale
- Mme Charlotte JAMMOT-PIMPARD, Unité départementale de l'architecture et du patrimoine (représente la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement AuRA, mandat donné le 12 janvier 2026)
- M. Christian CHITO, Vice-président du conseil départemental (représente Mme Marie CARRÉ, Vice-présidente du conseil départemental, mandat donné le 12 janvier 2026)
- M. Bernard DEVOUCOUX, association des maires (maire de Broût-Vernet)
- M. Robert PINFORT, Vice-président de la communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne
- Mme Michelle PETIT, représentant France Nature Environnement Allier ;
- Mme Mireille AUCLAIR, représentant l'association animation et développement d'actions techniques pour une écocitoyenneté responsable (ADATER) ;
- M. Gilles CABART, représentant la chambre d'agriculture de l'Allier accompagné de M. Guillaume CELLIER (responsable unité eau environnement)

- M. Frédéric BOUESNARD, architecte ;
- Mme Isabelle de CHAVAGNAC, association des vieilles maisons françaises ;
- M. Jean-Michel DESMON, association sites et monuments ;
- Mme Christine DEFFNER, ingénieure agronome

**soit 12 membres présents en séance et 2 membres représentés par mandat**

Secrétariat de la CDNPS :

- M. Stéphane CHAPPELLIER, chef du bureau de l'environnement et de l'utilité publique à la préfecture, accompagné de Mmes Sonia LAGODIUK et Louna BARRIER

Personne invitée

- M. Christophe RUSS, coordinateur projet EMILI, à la préfecture

**Étaient absents excusés :**

membre de la CDNPS

- M. Jean-Jacques MIYX (tit), représente le Centre Régional de la Propriété Forestière

personne invitée

- M. Henri GIRAUD, maire de Saint-Bonnet-de-Rochefort

Le quorum étant atteint, M. le secrétaire général ouvre la séance et remercie l'ensemble des participants présents.

La parole est donnée à M. Alexandre MICHEL, responsable du Bureau Planification Territoriale - Service Aménagement et Urbanisme Durable des Territoires à la DDT, service rapporteur du dossier inscrit à l'ordre du jour.

Dossier relatif à la demande de dérogation à l'interdiction de construction  
dans la bande de 100 mètres à partir de l'axe de l'autoroute A71,  
présentée dans le cadre de la révision de la carte communale de Saint-Bonnet-de-Rochefort  
et en lien avec le projet EMILI

M. MICHEL présente cette demande au moyen du diaporama ci-annexé.

Il s'agit d'une demande de dérogation à la règle issue de l'article L.111-6 du Code de l'urbanisme, selon laquelle : « En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de 100 m de part et d'autre de l'axe des autoroutes ... ».

Or, la société IMERYS envisage, dans le cadre de son projet d'exploitation d'une mine de lithium, reconnu projet d'intérêt national majeur par décret, d'aménager sur la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort, à une distance plus rapprochée, un embranchement ferré reliant un quai de chargement, lequel serait implanté sur la commune de Vicq, à la ligne de chemin de fer Gannat-Montluçon. La dérogation est en effet possible, selon les termes de l'article L.111-9 du Code de l'urbanisme, pour les communes dotées d'une carte communale, avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'État et après avis de la CDNPS.

Dès lors, le projet de révision de la carte communale de Saint-Bonnet-de-Rochefort propose un zonage spécifique pour permettre la construction de cette infrastructure avec un recul inférieur aux 100 m prévus par les textes, car celle-ci est envisagée à 33 mètres de l'axe de l'A71.

M. le secrétaire général rappelle que la commission se prononce sur l'installation d'une voie ferrée proche du bord d'une autoroute qui génère déjà des nuisances sonores liées à la circulation, dans un secteur à l'habitat dispersé et globalement éloigné du site.

Par conséquent, le passage des 2 à 4 trains par jour (de 7 h à 22 h) envisagé sur la portion de voie ferrée qui longera l'autoroute, n'élèvera pas de façon significative le niveau de bruit déjà relevé sur le secteur et dû au trafic autoroutier. L'étude dérogatoire annexée au projet de révision de la carte communale de Saint-Bonnet-de-Rochefort indique en effet que les seuils des émergences acoustiques fixés par la réglementation pour les zones à émergences réglementées ne seront pas dépassés.

Concernant les aménagements paysagers devant masquer les installations, Mme PICARD précise que les dossiers sont expertisés par les architectes et paysagistes conseil de l'État, ce qui débouche sur des prescriptions inscrites dans les autorisations d'urbanisme, sur les essences à planter (notamment locales), leur taille, leur entretien, leur suivi, leur plan de gestion.

En effet, ces compensations paysagères, à la charge de la société IMERYS, feront l'objet d'un plan de gestion dont le suivi devra être observé avec la plus grande rigueur.

M. DEVOUCOUX pose la problématique de l'espace gelé pour la commune de Saint-Bonnet-de-Rochefort, par la construction de cette infrastructure ferrée conduisant à abaisser le seuil urbanistique autorisé pour cette dernière.

La DDT confirme que, le projet comptant parmi la liste des projets d'envergure nationale ou européenne (PENE), la consommation d'espace induite ne saurait être imputée à la commune dans le cadre du respect de la trajectoire de sobriété foncière voulue par la loi climat et résilience (ZAN).

Enfin, il est précisé à Mme AUCLAIR que la construction de la voie ferrée est envisagée à une distance de 33 mètres à partir de l'axe central de l'A 71.

À l'issue de la présentation du dossier et des débats, Monsieur le secrétaire général propose de recueillir le vote des membres de la CDNPS, formation « sites et paysages », sur la demande présentée.

#### **Avis de la CDNPS**

Les membres rendent un avis favorable, par :

**13 votes pour** (dont 2 votes par mandat) et **1 vote contre** (FNE 03).

M. le secrétaire général remercie tous les participants.

La séance est levée à 14 heures 40.

Le président,

Olivier MAUREL





A Gannat, le 16/01/2026

**Monsieur le Maire**  
**Commune de St-Bonnet-de-Rochefort**  
**4, avenue de la mairie**  
**03800 St-Bonnet de Rochefort**

**Affaire suivie par :**

Nadège MOREAU  
moreau.n@ccspsl.fr  
04.70.90.67.65

**Objet :** Avis de la Communauté de communes porteuse du SCoT Saint-Pourçain Sioule Limagne sur le projet de révision de la carte communale de St-Bonnet de Rochefort

Monsieur le Maire,

Je fais suite à votre courrier reçu le 22/12/2025, par lequel vous sollicitez l'avis de la Communauté de Communes Saint-Pourçain Sioule Limagne sur votre projet de carte communale, la Communauté de Communes étant la structure porteuse du Schéma de Cohérence Territoriale.

Nous vous invitons à prendre connaissance de l'analyse qui a été soumise à l'avis des membres de la commission aménagement territorial le 15 janvier 2026 :

**Analyse de la compatibilité du projet de carte communale révisée avec l'axe 1 du SCoT - Renforcer l'attractivité territoriale :**

Le projet tient bien compte du statut de pôle industriel de St Bonnet-de-Rochefort.

Le SCoT invite chaque commune à fixer un objectif démographique cohérent avec les tendances observées récemment. Saint-Bonnet-de-Rochefort est encouragée à fixer un objectif majoré pour tenir compte de la présence de la gare ferroviaire. L'objectif démographique retenu par la commune est de 1% par an, soit +115 habitants à l'horizon 2035. Cela correspond à la variation annuelle moyenne observée sur la période 2014 - 2020, d'après les données INSEE.

L'objectif quantitatif de production de logements fixé par le SCoT est de 64 pour la période 2020-2040. Le projet communal en prévoit 66 à l'horizon 2035. Cela permet de tenir compte d'une rétention foncière observée sur les parcelles prévues constructibles qui devrait étaler dans le temps leur ouverture à l'urbanisation. Si ces 66 logements devaient être produits d'ici 2035, la commune aurait atteint son objectif 5 ans plus tôt que le prévoit le SCoT. Un potentiel constructible supplémentaire pourrait alors lui être accordée si les autres communes du pôle industriel n'ont pas elles aussi atteint l'objectif maximum fixé par le SCoT.

Par ailleurs, la méthode préconisée par le SCoT pour définir l'enveloppe urbaine a bien été suivie pendant l'élaboration de la carte communale et a été présentée lors des réunions préparatoires avec les personnes publiques associées.

Le projet communal prévoit la remise sur le marché de 5 logements vacants, une densité de 10 logements à l'hectare a bien été appliquée et le potentiel constructible de la commune est principalement recentré sur le bourg où sont présents les commerces et la gare.

Le potentiel net de foncier constructible prévu dans la carte communale révisée pour de l'habitat est de 7,9 ha, soit moins d'un tiers du besoin estimé pour le groupe de 3 communes classées « pôle industriel ».



### **Analyse de la compatibilité du projet de carte communale révisée avec l'axe 2 du SCoT – Valoriser et diversifier les dynamiques économiques :**

La commune souhaite relocaliser les droits à construire principalement au sein des enveloppes urbaines, limiter la consommation d'espace agricole et naturel et préserver le potentiel de développement des exploitations agricoles. Ainsi, les zones constructibles ont été fortement réduites dans les hameaux. La carte communale révisée encourage les commerces de proximité et les artisans à implanter leurs locaux au sein de l'enveloppe constructible de la carte communale.

La zone ZCa prévue concerne les activités économiques autorisées au sein du Naturopôle.

Le Naturopôle est labellisé ISO 14001. Cette certification engage à un traitement qualitatif des aménagements et des constructions réalisés sur ce site. Le Naturopôle est une des principales zones d'activités économiques de la Communauté de Communes. Le nombre d'emplois présents à Saint-Bonnet de Rochefort est passé de 231 à 245 entre 2009 et 2020. Cette forte présence d'emplois est portée par le parc d'activité du Naturopôle qui a été classé d'intérêt régional en 2024. Son périmètre est revu dans le cadre de la révision de la carte communale afin de retirer du périmètre de la ZAC des secteurs inadaptés en raison d'accès difficiles ou d'une topographie peu adaptée. Une extension mesurée de la zone est prévue en accord avec les dispositions du SCoT pour répondre aux besoins de développement des entreprises déjà présentes sur le site et permettre l'accueil de nouvelles entreprises remplissant les conditions imposées par la charte du Naturopôle. Ainsi, la consommation d'espace supplémentaire prévue par la carte communale est limitée à 1ha.

Par ailleurs, un secteur de 7,39ha est tracé au sein de la carte communale de Saint-Bonnet de Rochefort pour les besoins de l'embranchement ferré nécessaire au projet de mine sur la commune d'Echassières. Il est délimité au plus près des aménagements du projet. Ce secteur est classé ZCe. Les constructions et les installations principales seront localisées sur la commune de Vicq. La zone identifiée sur la commune de Saint-Bonnet de Rochefort est destinée à accueillir une connexion viaire avec la RD 37 et une nouvelle voie ferrée pour se connecter au réseau existant.

### **Analyse de la compatibilité du projet de carte communale révisée avec l'axe 3 du SCoT - Protéger et mettre en valeur les atouts locaux :**

Le nouveau zonage de la carte communale contribue à mieux préserver le patrimoine bâti et naturel de la commune. Le projet de carte communale révisée est recentré et évite les extensions au-delà de l'enveloppe bâtie actuelle.

Les zones constructibles sont recentrées autour du bourg et des principaux hameaux. Elles sont situées à l'écart des périmètres de protection NATURA 2000, ZPS, ZSC et des zones humides avérées. Elles sont aussi en dehors des périmètres de ZNIEFF sauf un petit secteur du hameau de Rochefort.

Une analyse des risques naturels et technologiques qui existent sur la commune est faite dans le rapport de présentation de la carte communale révisée.

A noter : une petite bande non constructible située en limite de Jenzat est concernée par le PPRi Sioule de la Commune de Jenzat et une partie de la commune est également concernée par le périmètre de protection du captage de la Vernue. On retrouve les périmètres en question sur le plan des servitudes d'utilité publique.

L'analyse d'incidence du projet sur son environnement a été présentée dans le dossier d'examen au cas par cas. Le projet de carte communale n'a pas été soumis à une évaluation environnementale suite à l'auto-évaluation transmise à l'autorité environnementale.

Hors projet Emili, le nouveau zonage permet le reclassement de 44,8 ha de zones qui étaient constructibles en non constructibles.

Après étude du dossier proposé, le projet de la commune de Saint-Bonnet de Rochefort apparaît compatible avec le SCoT Saint-Pourçain Sioule Limagne. Les membres de la commission aménagement ont émis un avis favorable sur celui-ci.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Maire, l'expression de nos salutations distinguées.

**La Présidente,**

**Pour la Présidente et par délégation,  
Le Vice-Président délégué à l'habitat et  
l'Urbanisme**

**Robert PINFORT**







**Service Agronomie, Eau,  
Environnement, Territoires**

Monsieur le Maire de Saint-Bonnet-  
de-Rochefort  
4 Avenue de la Mairie  
03800 Saint-Bonnet-de-Rochefort

Moulins, le 16 janvier 2026

**Objet**

Consultation projet révision Carte  
Communale

**Références**

CJ/SAEET/CB/CD/AA

**Dossier suivi par**

Cédric BERTRAND

Monsieur le Maire,

Par courrier électronique en date du 23 décembre 2025, vous m'adressez le projet de révision de Carte Communale, arrêté en Conseil municipal le 19 décembre 2025.

En tant que personne publique associée et dans le cadre de la consultation prévue par le Code de l'Urbanisme, la Chambre d'agriculture est attachée à la prise en compte de l'activité agricole et au maintien de zones agricoles cohérentes et fonctionnelles qui participent à l'économie locale et au cadre de vie des habitants.

Pour cela, la Chambre d'agriculture veille notamment à ce que les documents d'urbanisme assurent une consommation foncière économe et raisonnée, en mettant en relation les surfaces offertes à la construction dans le projet de Carte Communale et les objectifs que se fixe la Commune en matière d'accueil de population et de besoins en nouveaux logements.

**Siège Social**

60, cours Jean Jaurès  
BP 1727  
03017 Moulins Cedex  
Tél. : 04 70 48 42 42  
Fax : 04 70 46 30 69  
Email : [cda.03@allier.chambagri.fr](mailto:cda.03@allier.chambagri.fr)

**Antennes**

Lapalisie  
Saint-Victor  
Saint-Pourçain-sur-Sioule

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Établissement public  
Loi du 31/01/1924  
Siret 180 306 532 00011  
APE 9411Z

[www.allier.chambre-agriculture.fr](http://www.allier.chambre-agriculture.fr)



## **1- L'offre foncière constructible destinée à l'habitat**

La commune se fixe l'objectif d'une croissance de +1% par an en moyenne pour la période 2020 – 2035. Cette prévision est supérieure par rapport aux dispositions du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Saint-Pourçain-Sioule-Limagne qui fixe un taux de croissance démographique à l'horizon 2040 compris entre 0,30 et 0,40 % par an pour les communes comme Saint-Bonnet-de-Rochefort. Cette prévision est justifiée en prenant en compte les dynamiques des dernières années où l'évolution démographique était de +1% par an entre 2014-2020. La commune souhaite s'inscrire dans cette dynamique qui peut se justifier aussi par le développement économique sur la commune. Ainsi, la population passerait de 717 habitants en 2020 à 832 habitants en 2035.

Posant l'hypothèse d'une diminution de la taille des ménages de 2,31 personnes/ménage en 2020 à 2,18 personne/ménage en 2035, il en résulte un besoin de 71 logements supplémentaires d'ici 2035. La commune se fixant un objectif de remettre sur le marché 5 logements actuellement vacants (soit réduire la vacance de 15%). Il en découle un besoin de 66 logements neufs.

Conformément au SCOT, la densité de logements préconisée dans les zones constructibles est de 10 logements par hectare entraînant un besoin de 6,6 ha de zones constructibles pour l'habitat.

Afin de limiter l'impact sur les espaces naturels, agricoles et forestiers, la commune a limité les zones constructibles aux dents creuses du bourg et des hameaux principaux (Chalignat, Rochefort et Les Radurons). Cela a permis une baisse de la surface des Zones Constructibles ZC de -44,8 ha par rapport à la carte communale actuellement en vigueur.

Le projet présente ainsi un potentiel de surfaces constructibles pour l'habitat de 7,9 ha dont 3,89 ha en extension. Ce potentiel est légèrement supérieur aux besoins identifiés précédemment. La commune justifie cela par l'absence de coefficient de rétention foncière prévu par le SCOT concernant le foncier de catégorie 1 ou considéré comme en extension. Ainsi la commune estime que « Bien que ce foncier ne présente pas d'obstacle apparent à sa constructibilité, leur urbanisation dépend de la volonté des propriétaires de mobiliser leur foncier. Il existe ainsi une forte probabilité que tout le foncier identifié ne soit pas intégralement mobilisé à l'horizon de la carte communale. ».

## **2- L'accueil d'entreprises et le développement économique**

Deux zones constructibles à vocation économique sont délimitées dans le projet :

- Une zone de 7,39 ha le long de l'A71 pour le projet EMELI qui est qualifié d'intérêt national majeur par décret n°2024-740 du 5 juillet 2024.
- La ZAC du Naturopôle, qui passe de 18 ha à 19 ha avec le nouveau projet de carte communale. Le potentiel constructible à l'intérieur de la ZAC est de 9,62 ha.

### **3- Bilan de la consommation foncière et adéquation avec les objectifs de la loi Climat et Résilience**

Sur la période 2011-2021 la commune a consommé 18,41 ha d'ENAF. En prenant en compte le potentiel constructible pour l'habitat (7,9 ha) ainsi que le potentiel constructible à vocation économique hors projet EMELI (9,62 ha) la consommation d'ENAF engendrée par le nouveau projet de carte communale est bien supérieur aux objectifs de la loi Climat et Résilience (diminution de 50% de la consommation d'ENAF).

Cependant la ZAC étant d'importance intercommunale la prise en compte de la consommation d'ENAF ne peut pas se faire seulement à l'échelle communale.

La consommation d'ENAF communale reste donc raisonnable vis-à-vis de la Loi Climat et Résilience.

### **4- La prise en compte de l'activité agricole et des sites agricoles bâtis**

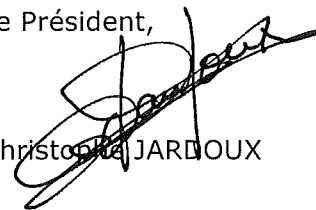
Le diagnostic agricole effectué est basé essentiellement sur le recensement agricole 2020. Les sites d'exploitations du territoire ne sont pas répertoriés rendant difficile leur prise en compte. Il rappelle tout de même la place importante de l'agriculture sur le territoire communal.

A la lecture du plan de zonage aucun site d'exploitation agricole ne se voit contraint par une extension de la zone constructible.

Mes services restent disponibles pour échanger avec vous sur les différentes observations mentionnées dans ce courrier.

Souhaitant que les documents d'urbanisme assurent un équilibre entre les diverses utilisations des espaces ruraux, je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Président,



Christophe JARDOUX



Le Président

MAIRIE DE SAINT-BONNET-DE-ROCHEFORT  
Monsieur Henri GIRAUD  
Maire  
4 Av. de la Mairie  
03800 SAINT-BONNET-DE-ROCHEFORT

Moulins, le 12 janvier 2026

Monsieur le Maire,

La Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Allier a pris connaissance du projet de révision de la carte communale de Saint-Bonnet-de-Rochefort. Ce document stratégique s'inscrit dans une dynamique de développement économique et durable que nous suivons à vos côtés depuis plusieurs dizaines d'années maintenant.

Nous souhaitons souligner l'importance du Naturopôle dans lequel nous sommes partie prenante, véritable levier de compétitivité pour votre territoire. Cette zone d'activités, labellisée Parc d'Activités d'Intérêt Régional et certifiée ISO 14001, constitue un atout majeur pour l'accueil d'entreprises innovantes, notamment dans les filières nutrition, santé et végétal.

Dans ce contexte, la CCI de l'Allier soutient pleinement vos projets visant à optimiser et étendre les possibilités d'accueil du Naturopôle pour répondre aux besoins des entreprises existantes et accueillir de nouvelles activités industrielles et de R&D. La valorisation de la certification ISO 14001 de la ZAC comme gage de qualité environnementale et d'attractivité doit également constituer un axe important de votre planification territoriale à vocation économique.

De plus, nous vous encourageons à développer les potentiels de production d'énergies renouvelables sur le périmètre des territoires à vocation économique. De même le développement des pratiques liées à l'économie circulaire entre les entreprises (co-construction de la valeur ajoutés, services mutualisés, développement de nouvelles activités...) peut être favorisé et contribuer ainsi à renforcer l'image d'un territoire durable et compétitif.

Par ailleurs, nous notons la mention faite dans votre projet sur le projet du développement de la filière Lithium dans notre département. Nous attirons votre attention sur le projet stratégique porté par Imerys visant l'ouverture d'une mine de lithium à Échassières, avec la perspective d'implanter une unité logistique sur le territoire communal. Ce projet représente une opportunité majeure pour le développement industriel local, la création d'emplois et l'attractivité du territoire. La CCI de l'Allier se tient prête à accompagner les acteurs publics et privés afin de maximiser les retombées économiques et technologiques de cette filière, en synergie avec le Naturopôle et toutes les entreprises de votre territoire.

Nous considérons que cette révision de la carte communale constitue une opportunité stratégique pour conforter le rôle de Saint-Bonnet-de-Rochefort comme pôle industriel structurant, tout en respectant les objectifs de sobriété foncière et de préservation des espaces naturels.

La CCI de l'Allier se tient à votre disposition pour accompagner la commune et la Communauté de communes dans la mise en œuvre de ces orientations, en mobilisant ses expertises et ses réseaux au service du développement économique durable.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos meilleures salutations.



Jean-Claude PÉROT

